

**Le citoyen et la Défense : Lutter contre le terrorisme et intervenir au Sahel**

**Doc 1. L'intervention française au Mali**

À la demande du gouvernement malien et sur le fondement de la résolution 2085 du Conseil de sécurité adoptée le 20 décembre 2012, la France a lancé l'opération Serval, le 11 janvier 2013, pour chasser les groupes terroristes [islamistes] du Nord du Mali, avec l'appui des forces africaines et maliennes.

Les forces françaises ont également reçu du Conseil de sécurité le mandat pour venir en aide à la MINUSMA<sup>1</sup>, lorsqu'elle est menacée par un danger grave et imminent, mandat attribué par la résolution 2100 adoptée le 25 avril 2013 et renouvelé par les résolutions [...] 2227 du 29 juin 2015.

L'opération Barkhane a succédé à Serval le 1<sup>er</sup> août 2014 pour apporter plus largement le soutien des forces françaises à cinq États du Sahel (Mali, Niger, Burkina Faso, Tchad et Mauritanie) dans leur lutte contre le terrorisme. Les forces françaises ont ainsi neutralisé près de 200 terroristes dans la région depuis un an.

■ Site de la représentation permanente de la France auprès des Nations unies à New York, <http://www.franceonu.org>, 2015.

1. MINUSMA (Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali) : instaurée par la résolution 2100 du 25 avril 2013, la mission a pour objectif de soutenir le processus politique en cours au Mali et d'assurer la sécurité.

**Doc 2. La présence française au Sahel en 2015**



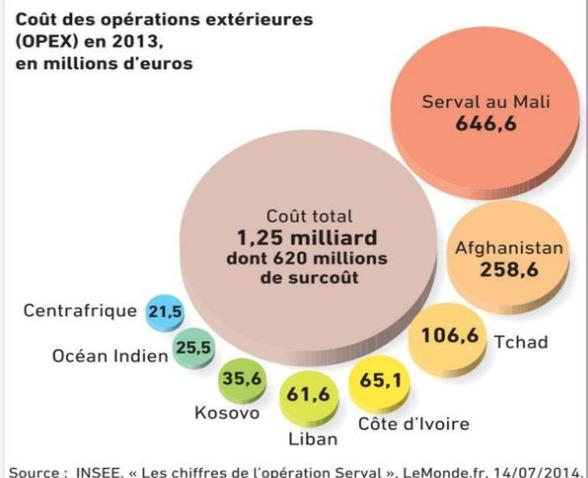
points d'appui permanent	base avancée temporaire	autre implantation
3 500 militaires	200 véhicules logistiques	4 avions de chasse
17 hélicoptères	6 à 10 avions de transport tactiques et stratégiques	5 drones
200 véhicules blindés		

**Doc 3. La sécurisation du territoire**

(Des soldats français en patrouille, en juin 2015) Les soldats ont pour mission de sécuriser le territoire



**Doc 4. Le coût des opérations extérieures (OPEX) en 2013**



### Vocabulaire

**Islamisme** : interprétation rigoureuse de l'islam visant à imposer la religion dans tous les domaines de la société.

**OPEX** : interventions des forces militaires françaises en dehors du territoire national. Elles visent à déployer une force de maintien de la paix ou encore à fournir de l'aide humanitaire, militaire ou logistique.

Consigne : répondez aux questions suivantes en faisant des phrases.

1. **Doc 1.** Qui demande l'intervention de la France au Mali ?
2. **Doc 1 et 3.** Quels sont les objectifs de cette intervention ?
3. **Doc 2.** Situez les points d'appui permanent de l'armée française.
4. **Doc 2 et 4.** Montrez que la France a déployé d'importants moyens militaires pour soutenir les États du Sahel.
5. **Doc 4.** Pourquoi peut-on dire que la présence militaire au Mali est « coûteuse » ?
6. **Doc 1, 2, 3 et 4.** A l'aide des documents, rédigez un paragraphe expliquant pourquoi et comment la France intervient au Mali depuis 2013.

**Le citoyen dans la vie démocratique : Reconnaître les principes d'un État démocratique**

**Doc 1. La théorie de la séparation des pouvoirs**

La théorie de la séparation des pouvoirs élaborée par les philosophes Locke et Montesquieu a pour but de séparer les différentes fonctions de l'État et empêcher la dictature. Cette théorie distingue trois pouvoirs principaux :

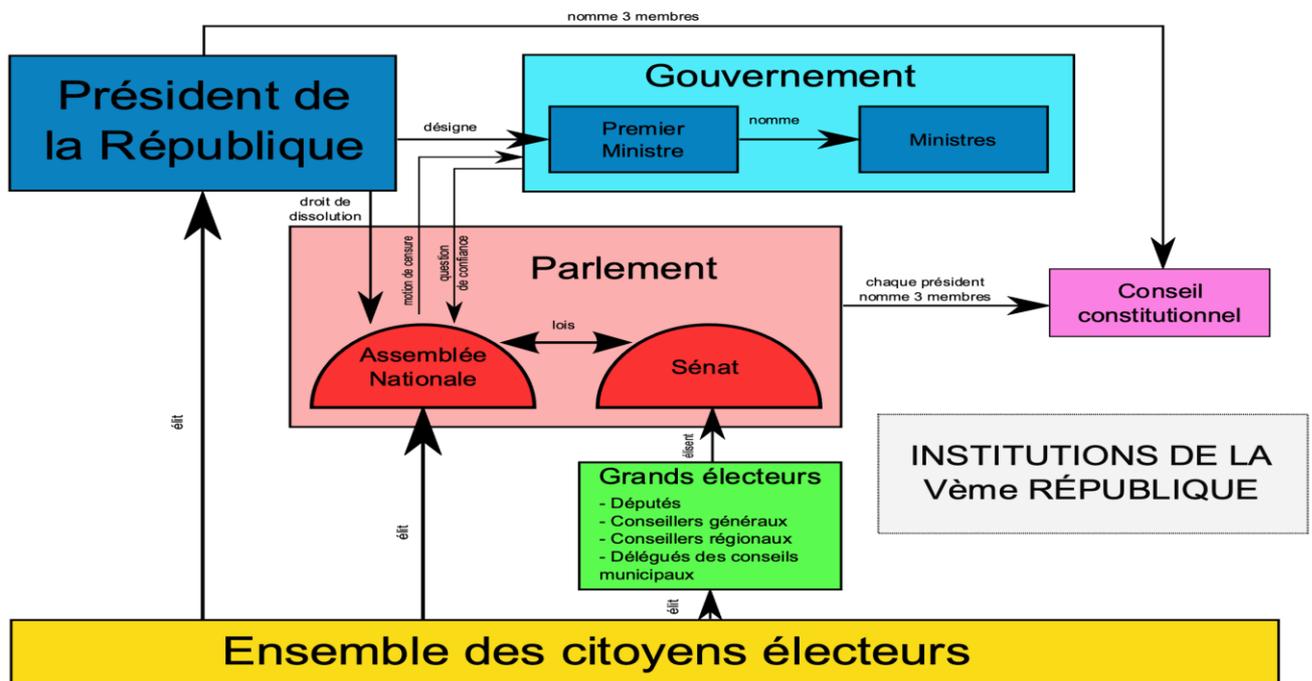
1. Le pouvoir législatif qui écrit les lois
2. Le pouvoir exécutif qui les fait appliquer
3. Le pouvoir judiciaire qui règle les problèmes, les litiges.

L'objectif est d'aboutir à l'équilibre entre les différents pouvoirs. Selon Montesquieu « pour qu'on ne puisse pas abuser du pouvoir, il faut que, par la disposition des choses, le pouvoir arrête le pouvoir. »

Source Magnard

2016

**Doc 2. Les institutions de la Ve République**



Selon la Constitution le peuple est souverain, il exerce cette souveraineté par l'élection de ses représentants.

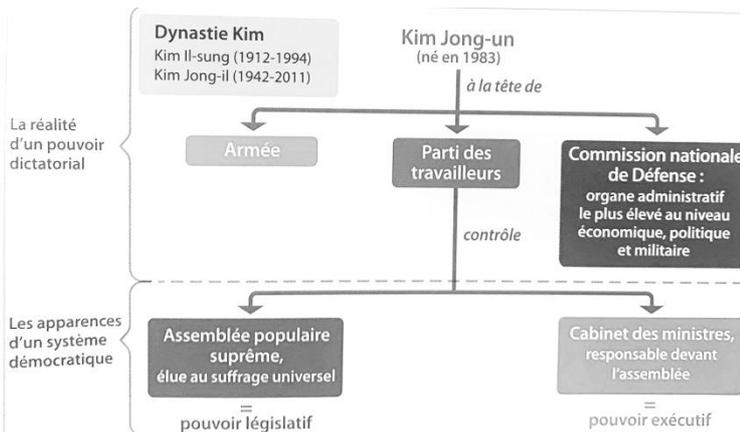
Le pouvoir législatif est détenu par l'Assemblée nationale et le Sénat.

Le pouvoir exécutif est détenu par le Président de la République et le Gouvernement

Le pouvoir judiciaire est indépendant et confié aux juges et magistrats qui se fondent sur les textes de lois pour prendre leur décision. Il permet le contrôle de l'exécution des lois votées par le pouvoir législatif.

**Doc 3. Une dictature : la Corée du Nord**

**Doc 4. Le vote en Corée du Nord**



## Vocabulaire

**Constitution** : texte qui fixe l'organisation d'un Etat, décrit les institutions et leurs relations.

**Démocratie** : régime politique dans lequel le pouvoir appartient au peuple, c'est-à-dire à l'ensemble des citoyens.

**République** : régime politique dans lequel le pouvoir est exercé par des représentants élus.

**Dictature** : régime politique où les pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire sont entre les mains d'une seule personne ou d'un groupe de personnes.

Consigne : À l'aide des documents, répondez aux questions suivantes en faisant des phrases.

1. **Doc 1.** Pourquoi les philosophes Locke et Montesquieu pensent-ils qu'il est nécessaire de séparer les différentes fonctions de l'État ?
2. **Doc 1.** Selon la théorie de la séparation des pouvoirs, quels sont les trois principaux pouvoirs ?
3. **Doc 1.** Pourquoi doit-il y avoir un équilibre entre ces trois pouvoirs ?
4. **Doc 2.** Comment le peuple exerce-t-il sa souveraineté ?
5. **Doc 1 et 2.** Montrez que les pouvoirs sont bien séparés et équilibrés dans les institutions de la Ve République en recopiant et complétant le tableau suivant :

Pouvoir :	.....	.....	.....
Détenu par :	.....	.....	.....
Rôle :	.....	.....	.....
Peut agir sur le pouvoir :	.....	.....	.....

6. **Doc 3.** Relevez les éléments qui donnent une apparence de démocratie à la Corée du Nord ?
7. **Doc 4.** Décrivez et expliquez l'image.
8. **Doc 3 et 4.** Montrez que la Corée du Nord n'est pas réellement une démocratie mais une dictature.
9. **Doc 1, 2, 3 et 4.** À l'aide des documents, rédigez un texte qui rassemble les informations montrant que la Ve République française est une démocratie.

**Le citoyen dans la vie démocratique : Les formes d'engagement du citoyen**



**Doc 1. L'engagement politique** (Photographie de Christian Liewig, Saint-Denis, Seine-Saint-Denis, 05/03/2016)  
 Les partis politiques animent la vie politique française. Leur existence et leur utilité sont reconnues par la Constitution. Ici, des citoyens sont venus assister à un meeting de campagne de Bruno Le Maire, candidat aux primaires du parti Les Républicains pour les élections présidentielles de 2017.



**Doc 2. S'engager dans son quartier** (Affiche en faveur des conseils citoyens, ville d'Agde, 2015)  
 Les conseils citoyens regroupent depuis 2015 des habitants et des acteurs locaux des quartiers les moins favorisés pour discuter et proposer des projets dans les domaines de l'économie, de l'habitat et du social (santé, éducation, transports...)

La désignation par le Premier ministre de l'engagement associatif comme Grande cause nationale et la signature d'une nouvelle charte des engagements réciproques marquent une étape importante dans la reconnaissance du rôle essentiel et pourtant souvent méconnu que les associations jouent dans la société civile, au service de l'intérêt général.  
 [...] Le secteur associatif est aussi un lieu d'apprentissage de la citoyenneté et du « vivre ensemble ». Il transforme le quotidien et donne confiance. Ces dernières années, [il] s'est saisi de nouveaux champs de solidarité : l'autonomie des personnes âgées, l'aide à la parentalité, l'accès à la culture et à la société des savoirs, la défense des droits et bien d'autres encore.  
 [...] [Un] label permettra [...] d'obtenir des diffusions gratuites sur les radios et les télévisions publiques pour organiser des campagnes faisant appel à la générosité publique. Il permettra également de mettre en lumière les actions de ces millions de Français qui s'engagent au quotidien.  
 ■ [www.associations.gouv.fr](http://www.associations.gouv.fr)

**Doc 3. L'engagement associatif**



**Doc 4. Exprimer son opinion dans l'espace public** (Source Jonathan Konitz, ouest-France.fr, 17/05/2016)  
 Des membres de l'intersyndicale (CGT, FO, Solidaires, FSU) manifestent à Caen, le 17 mai 2016 contre un

## Vocabulaire

**Parti politique** : groupe de personnes unies par des idées communes et qui veulent accéder au pouvoir pour mettre en œuvre un programme politique.

**Syndicalisme** : mouvement qui vise à unifier les travailleurs dans des organisations appelées syndicats pour défendre des intérêts communs

Consigne : Répondez aux questions suivantes en faisant des phrases.

1. **Doc 3.** D'après le texte, quel rôle jouent les associations dans la société civile ?
2. **Doc 3.** Montrez que le milieu associatif concerne des secteurs très variés.
3. **Doc 4.** Quel est le rôle d'un syndicat et quel est l'un de ses moyens d'action ?
4. **Doc 4.** Quelles libertés permettent à ces manifestants d'exprimer leurs revendications dans l'espace public ?
5. **Doc 1 à 4.** Comment les formes d'engagement civiques illustrent-elles les valeurs de la République française ?
6. **Doc 1 à 4.** A partir des documents, rédigez un paragraphe dans lequel vous expliquerez que l'engagement citoyen prend diverses formes et permet de faire vivre les valeurs démocratiques.